

Etats Généraux de la Révolution Numérique (entre émancipation et aliénation)

18-19 mars 2016 au siège du PCF

P. Deransart pour Réseau Saliariat (RS),
pierre@deransart.fr

Plutôt qu'un compte-rendu exhaustif, on trouvera ici quelques points essentiels soulevés lors des présentations avec quelques commentaires.



Les 18-19 mars 2016 se tenaient les états généraux de la révolution numérique <http://www.egrn.fr> à l'Espace Niemeyer (place du Colonel Fabien) à la première journée desquels quelques membres de Réseau salariat ont participé, Pierre D, Philippe, Frank et Frédéric. Ceux-ci ont été précédés, le 12 février par une soirée débat avec Pierre Laurent et Bernard Stiegler. L'annonce engageait au débat : « Au moment où les forces politiques et sociales se réclamant de la transformation sociale sont en difficulté, et où nombre d'acteurs de la révolution numérique se réclament du partage, de la coopération et ont l'ambition de prototyper la société de demain en hackant celle d'aujourd'hui, il a semblé nécessaire au Parti communiste français, de faire que ces deux mondes se rencontrent pour débattre, se confronter et peut être construire ensemble. ». Pour RS qui était présent avec sa documentation, il était intéressant de mieux percevoir quelle contribution le réseau pourrait apporter à un tel débat.

Révolution numérique : aliénation ou émancipation? Il est vrai que du côté du travail, l'automatisation d'un nombre toujours plus grand de tâches qui, au pire, supprime des emplois et, au mieux, réclame une adaptation toujours croissante de l'Homme à la machine, ressemble fort à une aliénation. Du côté des nouvelles technologies, la numérisation systématique de masses de données, associée à des moyens de calcul toujours plus puissants, semble ouvrir de voies nouvelles vers des formes d'organisation et de production originales, avec un potentiel proprement « révolutionnaire », libérant en particulier les individus de contraintes hiérarchiques traditionnelles, propres à l'ordre capitaliste.

Révolution technologique : triste réalité ou belle illusion ? On peut voir aussi l'alternative citée plus haut comme une destruction massive des emplois traditionnels, avec en contrepartie une re-captation de valeurs économiques par de puissantes compagnies mondialisées profitant des services de travailleurs exploités individuellement dans des réseaux sociaux sophistiqué ou autres formes d'organisation, type « uberisation ». Il est beaucoup moins clair que cette révolution technologique puisse remettre en cause le système d'exploitation des ressources humaines en vigueur actuellement; pas plus que la révolution Gutenberg (l'invention de l'imprimerie et le développement du livre) n'a eu d'effet important sur l'organisation de la société sur un très court terme. Il reste néanmoins une différence importante à mes yeux : la rapidité des effets qu'elle induit¹.

Qu'en est-il réellement ? Où en est-on ? Où veut-on aller ? C'est bien là ce qui fait débat.

En particulier les questions des effets de l'introduction massive du numérique, sur les emplois ou sur le statut des nouveaux « travailleurs », étaient au centre des débats. Il est clair pour RS que, dans le

¹ Paul Virilio, Le grand accélérateur. Ed. Galilée, 2010

cadre d'une société où la gestion des valeurs produites serait confiée aux salariés (libérés du marché du travail grâce à un salaire à vie), beaucoup des contradictions actuelles disparaîtraient. En particulier, libérés du marché du travail, les nouveaux travailleurs deviendraient alors bien plus disponibles pour de nouvelles formes d'organisation. Bien des transformations sociales que l'on évoquera ici trouveraient un cadre plus propice pour développer tout leur potentiel.

16 ateliers sur 2 jours, rien de moins pour approfondir toutes ces questions et bien d'autres, et ceci dans un temps bien trop court !

Voici très résumés ici les thèmes abordés dans ces ateliers:

Les nouveaux pouvoirs des lanceurs d'alerte et de l'internet (Wikileaks, ciberdissidence...) face aux « intelligence services » (NSA, états, ...); les nouvelles voies pour la démocratie ouvertes par le numérique et les nouveaux réseaux sociaux (nouvelles formes de luttes, réseaux alternatifs, cyber libertés...); les nouvelles formes de travail ou de salariat (nouveaux espoirs et lieux de luttes ?); les nouvelles formes de formation ouvertes par ces nouvelles technologies et leurs nouveaux contenus (enseignement de l'algorithmique, MOOC², approche « hacker », versus bureautique, école GAFAM – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft...); projets, illusions et croyances, induits par les nouvelles technologies; nouvelles structures économiques (Blockchain, ...); nouvelles formes de vie (villes et énergies « intelligentes », planification démocratique, ...); l'emprise des grandes industries sur le numérique et les alternatives (politique numérique française, européenne et mondiale); industries du numériques et société de surveillance (cyber intelligence, protection des données, jeux d'influence dans les réseaux, enjeux démocratiques...); nouvelles formes de production (Fabs-Lab, makerspace, hackerspace, wikis, creative commons, logiciels libres, ...) échappant à la propriété lucrative et guidées par la valeur d'usage; modèles de partage opposés à, et parfois bloqués, par la domination des conglomérats industriels influençant les états.

Beaucoup de sujets souvent très liés au travail et à son évolution extrêmement rapide. Je me suis intéressé à 3 ateliers (maximum possible sur une journée) assez centrés sur l'évolution du travail et de son organisation: « *révolution numérique, quels enjeux pour la formation et le travail* » (**atelier 2**), avec interventions de Francis Velain (ingénieur informaticien), Yann Le Lann (Président d'Espace Marx), et Léo Dubois, coordinateur national de l'UEC; « *La démocratie et la politique à l'heure des réseaux sociaux* » (**atelier 4**), avec interventions de Frank Cormerais, philosophe et prof. de sciences de l'information à Bordeaux, membre d'Ars Industrialis (fondé par Bernard Stiegler) et Julien Bayou, membre d'EELV et animateur du collectif Jeudi noir, Pierre Dharréville, responsable commission « République, démocratie et institutions » du PCF; « *Automatisation, robotisation, « big data » : la fin du salariat ?* » (**atelier 6**), avec interventions de Yann Moulier Boutang, professeur en économie, UT Compiègne, auteur de « l'abeille et l'économiste », et Véronique Sandoval, responsable nationale « travail et emploi » au PCF.

Dans l'atelier 2 « révolution numérique, quels enjeux pour la formation et le travail », il sera en fait surtout question du travail et de sa mise à mal dans toutes ses dimensions, plutôt que de formation.

Francis Velain introduit l'atelier et rappelant l'emprise croissante du numérique dans la production et ce dans tous les domaines avec toutes ses potentialités positives sur la maîtrise de la complexité (exemple amélioration des prévisions météorologiques) et négatives (pouvoirs aveugles dans un monde entièrement numérisé). Le développement du numérique a des incidences considérables sur les conditions de travail et l'exacerbation de la concurrence internationale à travers la course aux puissances de calcul extrêmes en étroite relation avec la course à la puissance industrielle et aux profits.

Pour **Yann Le Lann**, l'emploi traditionnel, même très qualifié, est menacé. Selon le rapport de Roland Berger³, « *au sein du marché de l'emploi français, 42% des métiers présentent une probabilité d'automatisation forte du fait de la numérisation de l'économie. Pour la première fois, les métiers automatisables ne sont pas uniquement les métiers manuels. Des tâches intellectuelles de plus en plus nombreuses sont prises en charge par les outils numériques. La révolution numérique est en marche et ce ne sont pas moins de 3 millions d'emplois qui sont menacés en France d'ici 2025 (dans moins de 10*

² Massively Open Online Courses

³ http://www.rolandberger.fr/media/pdf/Roland_Berger_TAB_Transformation_Digitale-20141030.pdf

ans) ». Des emplois très qualifiés sont touchés comme par exemple dans la santé (robots chirurgiens, diagnostic médical ...) ou dans l'éducation et la recherche (MOOC, évaluation des élèves, évaluation de la recherche, ...) et bien d'autres métiers jugés a priori épargnés comme dans la justice ou le journalisme (voir plus bas). La classe moyenne et les cadres sont maintenant concernés. La part humaine du travail se trouve menacée et il est de plus en plus demandé au travailleur de s'adapter à la machine. Le travail réel est nié et avec lui le travailleur lui-même est remis en question, en tous cas symboliquement « effacé⁴ ».

De plus les formes de l'emploi évoluent. La société numérique permet de nouvelles formes de subordination au travail. La mise en œuvre de la plateforme Uber engendre plusieurs phénomènes : des conflits entre les chauffeurs de taxis et ceux de Uber, mais aussi des relations différentes entre les nouveaux employeurs et les nouveaux employés. D'un côté ces derniers ne bénéficient que de protections sociales réduites, mais de l'autre ils disposent d'une grande autonomie et n'utilisent que leurs biens personnels comme outil de production. Par ailleurs les employeurs se défont d'une grande partie de leur responsabilité et ne gèrent qu'une infrastructure réduite, et de plus tirent profit d'un état de mondialisation peu régulé. Avec le développement des plateformes telles que Uber, les anciens salariés sont transformés en autoentrepreneurs « sous-traitants » mais ils restent dépendants de leur patron, propriétaire de la plateforme, qui leur achète indirectement leur production.

Yann Le Lann insiste sur la nécessaire sécurisation des salariés, quelle que soit leur position. Cela passe par un nouveau statut social protégé. Ceci pourrait être rendu possible par une cotisation sociale associée à un salaire à vie.

NDLR. En termes du RS, je dirai que l'employé transforme des biens personnels en outil de production, et l'employeur, propriétaire lucratif de la plateforme informatisée, capte et contrôle pratiquement toute la valeur économique. Pour moi cela ressemble bigrement à la transformation, devenue systématique avec le développement de la sous-traitance, des relations entre nouveaux patrons et anciens salariés, associée à la précarisation de l'emploi.

Léo Dubois, de son côté, rappelle que la lutte contre l'échec au cours des études, faute de moyens financiers, passe par l'établissement d'un salaire étudiant.

Dans l'atelier 4 « La démocratie et la politique à l'heure des réseaux sociaux »

Frank Cormerais ouvre la session avec une longue intervention sur la rapide « disparition » du salariat dans le cadre de la précarisation généralisée. Celle-ci peut être perçue comme un retour à l'esclavagisme. En réponse à cette situation, de nouvelles formes de production se développent actuellement. Ainsi il voit les « Fabs-Lab⁵ » comme une alternative aux startups qui n'ont de finalité à leur développement que de se vendre pour le meilleur profit de leurs initiateurs. Il est favorable à des formes de mutualisations comme l'est par exemple la caisse nationale du cinéma français. Des licences globales protégeant ces créations peuvent aider mieux que des licences locales dont l'efficacité est trop limitée. Il défend le revenu contributif comme le propose Bernard Stiegler.

Julien Bayou insiste lui sur les problèmes liés à la fracture numérique (en particulier l'accès inégal aux réseaux) et la nécessité de déverrouiller la proportionnelle aux élections. Il défend le revenu de base.

NDLR. Il peut être intéressant ici de souligner que des gourous de la « Silicon Valley⁶ », qui ne peuvent être soupçonnés de gauchisme, en viennent eux-aussi à défendre un tel revenu de base⁷ ! Ceux-ci reconnaissent en fait qu'une grande partie de la valeur produite par leurs salariés résulte de ce que j'appellerai ici un travail invisible (parce que hors bureaux) et qu'il est juste de les rémunérer pour cela, disons d'une manière forfaitaire. A leurs yeux, il y a là une formule gagnant-gagnant – et c'est peu de le dire ! Il est important à mes yeux de comprendre que ce type de revenu de base peut devenir un élément clef de la survie de l'économie (capitaliste) du net dans la mesure où il est destiné à rendre supportable soit les pertes d'emploi ou leur précarisation, soit cette contribution invisible que chaque internaute produit inconsciemment en navigant sur internet ou consciemment en créant et publiant

⁴ Voir à ce propos une réflexion de Frédéric Lordon <https://vimeo.com/98439353?ref=fb-share&1> (NDLR)

⁵ Voir par exemple le Fab-Lab <http://www.labfab.fr/>

⁶ Silicon Valley (« Vallée du silicium ») désigne le pôle des industries de pointe situé dans la partie sud de la région de la baie de San Francisco en Californie, sur la côte ouest des États-Unis (Wikipédia)

⁷ Voir l'article du Monde Diplomatique <http://blog.mondediplo.net/2016-02-29-L-utopie-du-revenu-garanti-recuperee-par-la>

des contenus sur ses pages personnelles ou des sites dédiés comme Facebook ou You Tube (voir plus bas le thème du « big data »).

Pierre Dharréville intervient sur les formes multiples de démocratie qui voient le jour (participative, collaborative etc...) en particulier dans le cadre de la révolution numérique. Il s'agit de trouver les formes qui permettent une réelle souveraineté populaire actuellement très « cadenassée ». Il dénonce les risques d'aliénation liés aux nouvelles technologies.

Frédéric intervient alors dans la discussion en mettant en avant les perspectives d'une démocratie économique associée à la maîtrise de la valeur économique par ses producteurs dans le cadre de la suppression du marché du travail.

L'atelier 6 «Automatisation, robotisation, « big data » : la fin du salariat ? » est l'occasion d'approfondir plusieurs questions soulevées lors des ateliers précédents. J'attends beaucoup de cet atelier car c'est dans le « big data » que l'on approche le mieux le travail invisible développé par la numérisation généralisée et sa recapture par le capital pour s'approprier de la valeur économique.

On est là au centre des questionnements des sociologues travaillant sur le « Digital labor⁸ » qui s'intéressent aux transformations des formes de production engendrées par ces nouvelles technologies⁹.



Au centre : Y. Moulier Boutang, Véronique Sandoval, photo maisouvaleweb.fr

Yann Moulier Boutang introduit l'atelier en décrivant ce qu'il faut entendre par « big data » : l'accumulation gigantesque volontaire (dans des réseaux sociaux comme Facebook) ou involontaire (quand il s'agit de données accumulées dans et par les objets connectés – Web3.0) de données de toutes sortes et concernant en particulier tous les usagers. Ces données sont produites, transformées, analysées par des algorithmes, donc selon des procédures complètement automatisées. Elles permettent une production de valeur économique à partir d'une multitude de tâches rémunérées ou non. La majorité de ces données ainsi valorisées sont produites « gratuitement » par les usagers du numérique. Cette évolution entraîne une destruction massive des emplois traditionnels: on se dirige vers les 7 millions de chômeurs en France, 80% des emplois créés dans les pays du BRICS¹⁰ vont disparaître sous le coup de l'automatisation. Ils seront remplacés progressivement par d'autres formes d'organisation de la production où les tâches principales sont disséquées et organisées automatiquement et la part humaine réduite à des micro-tâches très simples et exécutées sans ou peu de contrepartie de protection sociale.

Bien que l'évolution montre que des métiers jugés très qualifiés tombent également sous les coups de l'automatisation (articles de journaux, jugements, bulletins de conjecture des traders...), Yann Moulier Boutang met en garde contre certaines limites sur l'utilisation mal étudiée et naïve du « big data ». Ainsi par exemple Google avait cru pouvoir estimer l'évolution de l'épidémie mondiale de grippe

⁸ Terme intraduisible qu'on peut comprendre aussi comme « travail organisé par des robots », voir <http://www.inaglobal.fr/numerique/article/quest-ce-que-le-digital-labor-8475> (NDLR)

⁹ Voir par exemple la notion très générale de travail informel et les travaux d'Antonio A. Casilli sur le « digital labor » <http://www.inaglobal.fr/numerique/article/le-digital-labor-une-question-de-societe-8763?tg=7>. Celui-ci prône l'établissement d'un revenu universel et inconditionnel comme reconnaissance de valeur socialement produite par chaque citoyen (NDLR)

¹⁰ BRICS : Brésil, Russie, Indes, Chine, Afrique du Sud

simplement à partir de requêtes des internautes¹¹. Il s'est avéré que les estimations étaient largement erronées. La récente victoire d'une machine spécialisée sur un champion de go, ne doit pas nous laisser surestimer les possibilités actuelles du numérique. Les capacités du collectif humain restent incontournables.

Il fait une analogie avec les abeilles butineuses qui réalisent une multitude de petites actions de faible valeur pour un objectif collectif de très grande valeur. L'avenir est à la valorisation du travail non marchand sous forme, en particulier, de plateformes collaboratives.

La solution pour y parvenir prend la forme d'un revenu universel dont le financement consiste en prélèvements sur les circuits financiers. Un tel revenu ne doit pas remplacer une protection sociale unitaire.

Véronique Sandoval voit dans le développement de la société numérique un nouveau taylorisme mondialisé¹². Est-ce la fin du salariat ? on observe la fin des hiérarchies, la fin des horaires de travail, la morcelisation des tâches, leur répartition mondiale, ... tout ceci associé avec la perte du sens du travail et la perte des rapports sociaux. Dans le même temps il y a plus d'autonomie et une certaine libération des potentialités créatives. Il y a là un défi à l'émancipation humaine.

Les solutions sont nécessairement politiques. Il faut, en particulier, penser sérieusement la question du salaire universel ou du salaire à vie.

Véronique Sandoval met en garde contre les dangers du nombre, de la gouvernance par le chiffre. La contribution humaine reste l'essentiel, il faut garder la main sur le travail.

En guise de conclusion (de ce compte-rendu, NDLR).

Si vous trouvez ce compte-rendu succinct ou partiel (sinon partial), dites-vous que s'il avait fallu rapporter sur tous les ateliers, il aurait eu plus de 20 pages...

La révolution numérique, porteuse d'espoirs d'abolition du travail pénible et aliéné, produit en fait, dans le cadre d'une économie libérale débridée, exactement le contraire. De très nombreuses analyses sociologiques ou ergonomiques sur l'évolution des nouvelles formes de travail et de management le montrent clairement. C'est un élément essentiel dans le débat sur les lois visant à réformer le code du travail, l'accès aux réseaux ou les libertés et informatique.

L'utilisation massive mondialisée des outils numériques nécessite une très large réflexion sur ce que certains appellent le «digital labor» et dont le potentiel créatif reste considérable.

Le travail doit être au centre des préoccupations : il est ce qui fait société humaine. Le débat ne peut donc être limité questions techniques ; il doit être aussi et surtout sur le choix de société et donc sur le terrain politique.

Le débat est plus que jamais nécessaire entre différentes appréciations de la situation vue comme «un capitalisme rentier qui n'assume plus d'être employeur¹³» ou un capitalisme marginalisé, voire dépassé, par les transformations sociales engendrées par la société numérique.

Pour RS, face à telles alternatives, face à la réalité des destructions d'emplois et de l'aliénation, le projet du salaire à vie donne des voies possibles d'avancées significatives et les moyens des nouvelles libertés.

Tout n'est pas et ne sera pas numérique, mais c'est un autre débat.

¹¹ Google Flu Trends, voir <http://www.sciencesetavenir.fr/sante/e-sante/20150908.OBS5459/google-arrete-de-prevoir-mal-les-epidemies-de-grippe.html>, il semble qu'en fait, Google recherchait moins l'efficacité de la prévision que l'amélioration de sa notoriété (NDLR)

¹² Sur le taylorisme mondialisé, un exposé de Danièle Linhart du 25 mars 20216:

<http://www.humanite.fr/videos/le-travail-defend-ses-droits-par-daniele-linhart-sociologue-603112> (NDLR)

¹³ Bernard Friot, L'Humanité, 18-20 mars 2016